



RENOVATION DE LOCAUX SPORTIFS ET CREATION D'ESPACES DE STOCKAGE

Règlement de la Consultation

R.C.

FEVRIER 2024

La procédure de consultation utilisée est le MAPA, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée à l'article I du règlement de consultation et dans les modalités indiquées aux articles 4 et 5 de ce même règlement au plus tard le lundi 25 MARS 2024 à 12 heures.

Le présent règlement de la consultation comporte 9 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	p03
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	p03
ARTICLE 3 : DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	p03
1) Définition de la procédure	
2) Dossier de consultation – Modalités de publicité et de mise en concurrence	
3) Modification de détail du dossier de consultation	
4) Décomposition en tranches et en lots	
5) Nature de l’attributaire	
6) Compléments à apporter au CCTP	
7) Variantes	
8) Options	
9) Délai de validité de l’offre	
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES	p05
1) Documents fournis aux candidats	
2) Composition de l’offre à remettre par les candidats	
3) Fournitures d’échantillons ou de matériels de démonstration	
4) Documents à fournir par le candidat susceptible d’être retenu	
5) Documents à fournir par l’attributaire du marché	
ARTICLE 5 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	p07
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT	p07
1) Sélection des candidatures	
2) Jugement des offres	
3) Classement des offres	
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHE	p09
ARTICLE 8 : VOIES DE RECOURS	p09
ARTICLE 9 : DIVERS	p10

ARTICLE 01 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune du Touvet – Mairie – 700, Grande Rue – 38660 LE TOUVET représentée par son Maire, Madame Laurence Théry.

ARTICLE 02. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché concerne la rénovation de locaux sportifs et création d'espaces de stockage.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Route de Bresson – 38660 Le Touvet

Le maître d'ouvrage a programmé un début de chantier pour mai 2024.

ARTICLE 03. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. Définition de la procédure

Tenant compte du besoin à satisfaire, la Collectivité a décidé de conclure son marché d'extension de la cantine scolaire et la création d'une cuisine de fabrication en recourant à la procédure du MAPA, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il s'agit d'un marché de travaux.

3-2. Dossier de consultation - Modalités de publicité et de mise en concurrence

Le dossier de consultation sera publié dans un journal d'annonces légales (Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné) et sur le site internet de la commune du Touvet.

Le présent dossier de consultation sera remis, ou adressé par voie postale ou en support dématérialisé, gratuitement, à tout candidat qui en formulera la demande écrite auprès de la Ville de Le Touvet – Mairie – Monsieur Antoine Ancelet – Directeur Général des Services – 700, Grande Rue– 38660 LE TOUVET- Mail : a.ancelet@letouvet.com

Il peut également être téléchargé sur le profil acheteur de la commune : <http://www.marchespublicsaffiches.com>

Il est également mis en ligne sur le site de la commune : www.letouvet.com

3-3. Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard dix jours francs avant la date limite de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur informera les seules entreprises ayant retiré le dossier de consultation sur demande écrite et fera paraître un avis de modification sur le profil acheteur de la commune : <http://www.marchespublicsaffiches.com>

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des entreprises ayant téléchargé directement les documents sur le site internet municipal sans identification préalable des conséquences susceptibles de s'attacher à l'absence de toute identification, l'entreprise ne pouvant donc pas être informée des modifications éventuelles apportées au dossier de consultation. Le pouvoir adjudicateur recommande donc clairement de privilégier le profil acheteur de la commune.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. A charge de l'entreprise de s'identifier auprès du pouvoir adjudicateur.

Si le délai de remise des offres était reporté, la disposition précédente serait applicable en fonction de la nouvelle date.

Les candidats doivent s'assurer de la bonne conformité des pièces du dossier de consultation entre-elles.

3-4. Décomposition en tranches et en lots

Le marché est réparti en dix (10) lots :

- 01 - DEMOLITION GROS OEUVRE
- 02 – OSSATURE BOIS – BARDAGE –
- 03 - ETANCHEITE
- 04 - MENUISERIES ALUMINIUM - SERRURERIE
- 05 – PLATRERIE - PEINTURE
- 06 - MENUISERIES INTERIEURES
- 07 – CHAPE - CARRELAGE – FAIENCES
- 08 - SOLS SOUPLES – TATAMI
- 09 – CHAUFFAGE – VENTILATION - ELECTRICITE
- 10 – DESAMIANTAGE

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

3-5. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit par lot, avec des prestataires intervenant séparément sur chacun des lots
- soit avec des prestataires groupés solidaires.

3-6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Contrat et cahier des charges.

3-7. Variantes

Aucune variante n'est demandée ni acceptée.

3-8. Options

Sans objet.

3-9. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date de remise des offres.

ARTICLE 04. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis à chaque candidat en un seul exemplaire.

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre. Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul le contrat sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

Les autres pièces particulières constitutives du marché seront signées par l'attributaire du marché.

4-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC)

Le règlement de la consultation (RC)

Un cahier des clauses techniques et particulières commun à tous les lots

Les cahiers des clauses techniques et particulières (CCTP) pour chacun des lots

Le bordereau Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots

Les plans réalisés par le maître d'œuvre de la commune.

Le calendrier prévisionnel de chantier élaboré par le maître d'œuvre de la commune.

4-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée. Il comprendra les pièces suivantes :

Une lettre de candidature (DC1) ;

La déclaration du candidat (DC2) ;

La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ;

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Présentation de travaux exécutés au cours des cinq dernières années pour la réalisation de contrats de même nature, appuyée d'attestations de bonne exécution.

Les CCTP : à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;

Le bordereau Décomposition du Prix Global et Forfaitaire: à compléter sans modification, dater et signer ;

Le calendrier prévisionnel de chantier à dater et signer ; la signature valant engagement au respect dudit calendrier

Le mémoire explicatif comportant le/les document(s) précisé(s) à l'article 6-2 du présent document, dans les critères « valeurs techniques ».

Si le candidat a demandé de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir les mêmes documents que ceux demandés pour le candidat, le ou les demandes d'acceptation de ces derniers et d'agrément de leurs conditions de paiement dans l'enveloppe relative à l'offre. (DC4)

4-3. Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration

Sans objet

4-4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- L'un des documents suivants :

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ; Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

- Une attestation datant de moins de six mois de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales du candidat. Cette attestation sera à renouveler tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché.

- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

- Si le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, établie à la date de remise de l'offre, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

- L'état annuel des certificats reçus (imprimé NOTI 2) ou équivalent.

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 10 jours à compter de la réception de la demande présentée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des Cerfa DC1 et DC2. En cas de candidature sous forme de

groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

4-5. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attributaires confirmeront leur offre en fin de procédure sous la forme d'un document papier signé.

Les attestations d'assurance seront remises par les attributaires avant la notification du marché.

ARTICLE 05. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros.

Elles seront obligatoirement remises par voie électronique

L'offre sera déposée sur le site : www.marchespublicsaffiches.com

Elle devra être déposée sur la plateforme avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Il appartient à l'entreprise de prendre ses dispositions pour anticiper une éventuelle difficulté technique. Le téléchargement doit être terminé avant l'heure limite de dépôt des offres.

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont :

le format PDF (.pdf)

le format texte universel (.rtf)

le format bureautique ouvert (.odt pour les textes, .ods pour les feuilles de calcul)

le format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc pour les textes, .xls pour les feuilles de calcul)

les formats images JPEG, PNG ou TIFF (.jpg, .png, .tif)

ARTICLE 06. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT

6-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Le candidat a l'obligation de présenter une offre correspondant à l'ensemble des demandes figurant au CCTP.

6-2. Jugement des offres

Un classement sera établi après examen des offres des candidats.

Ce classement sera réalisé par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après.

Critère attribution	Pondération
La valeur technique	60,00%
Le prix des prestations	40,00%

Modalités retenues pour la notation :

Critère N°1 : valeur technique notée sur 60 points

La notation sera établie suivant le contenu du mémoire justificatif des entreprises au vu :

- **Capacité de l'entreprise à réaliser les travaux (50 points)**

Présentation des effectifs moyens annuels du candidat et de l'importance du personnel d'encadrement, et la possibilité de mener plusieurs chantiers en même temps ;

Présentation de l'outillage, du matériel et des équipements techniques dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Présentation de la liste des travaux de même nature exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants

Qualification du personnel.

Liste du matériel proposé

- **Dossier de propreté/sécurité de chantier et Gestion des déchets (10 points)**

Mode d'exécution des travaux en zone urbaine, la protection et la circulation des riverains, balisage de chantier, information du public, sécurité des usagers et du personnel.

Installations de chantier.

Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets de chantier puis pour assurer le suivi, la traçabilité et enfin l'évacuation.

Critère N°2 : prix noté sur 40 points

La notation des offres financières sera effectuée par rapport à l'offre la moins-disante sous réserve qu'elle ne soit pas déclarée anormalement basse.

6-3. Classement des offres :

La note finale du candidat sur 100 sera donc le résultat de la somme suivante :

Critère 1 + Critère 2

L'offre retenue sera celle dont la note finale sur 100 sera la plus haute.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée, la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et le contrat ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le

bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 07. ATTRIBUTION DU MARCHE

Dès qu'elle aura fait son choix, la Collectivité avisera par courrier tous les candidats du rejet de leur offre. La Collectivité informera le candidat retenu, en respectant un délai d'au moins 16 (seize) jours entre la date à laquelle la décision est notifiée aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue et la date de signature du marché. Ce délai sera ramené à 11 (onze) jours si l'information est transmise par voie dématérialisée.

ARTICLE 08 : VOIES DE RECOURS

- Référé précontractuel (art. L551-1 code de Justice Administrative) : jusqu'au jour de la signature du marché, devant le tribunal administratif de Grenoble (Tribunal Administratif de Grenoble – 2 place de Verdun – 38 000 GRENOBLE Tél. : 04 76 42 90 00 / Fax. : 04 76 42 22 69).

- Recours de droit commun (art. R421-1 et R 421-3 code de Justice Administrative) : dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet devant le tribunal administratif de Grenoble. Tribunal Administratif de Grenoble – 2 place de Verdun – 38 000 GRENOBLE Tél. : 04 76 42 90 00 / Fax. : 04 76 42 22 69.

ARTICLE 9 : DIVERS

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Renseignements d'ordre administratif et/ou technique : Antoine Ancelet – Directeur Général des Services – a.ancelet@letouvet.com / Daniel Daujas – Directeur des services techniques – d.daujas@letouvet.com qui feront le lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Date, signature et cachet du candidat